

# Articulations

Centre Socialiste d'Éducation Permanente  
rue de Charleroi, 47 • 1400 Nivelles  
tél.: 067 / 89 08 50 - 067 / 21 94 68  
fax: 067 / 21 00 97  
Courriel: infos@cesep.be

## numéro treize

Le Monde selon Bush.....I

Le déploiement de  
l'Empire américain.....III

Quelle  
superpuissance?.....VI

De Porto Alegre  
à Monterrey.....VII

Entretien avec  
Pierre Bourdieu .....IX

Réalisation Jean Vogel



## Le Monde selon Bush

par Jean Vogel

Quelques heures après les attentats du 11 septembre, le directeur du journal *Le Monde* titrait son édito « *Nous sommes tous Américains* ». Ce

slogan, issu probablement d'une réminiscence du « *Nous sommes tous des juifs allemands* » de mai '68,<sup>1</sup> allait faire fortune au cours des jours et des semaines qui suivirent.<sup>2</sup>

Six mois exactement plus tard, le même *Monde* conclut un éditorial consacré à la nouvelle doctrine nucléaire américaine, telle qu'elle est formulée dans un rapport secret du Pentagone du 8 janvier 2002: « *Le document du Pentagone est digne d'un Etat pris de panique: pas d'une puissance consciente de ses responsabilités. Il fait peur* » (13 mars 2002). Que s'est-il passé durant ces six mois? Comment expliquer que l'incontestable sentiment de solidarité avec le peuple et le gouvernement américains se soit transformé en un profond sentiment de crainte quant aux intentions de l'administration Bush? Et il ne s'agit pas seulement d'un article de journal. Dans les cercles informés de la classe politique, en Europe comme dans le reste du monde, lorsque les responsables s'expriment à huis clos, il faut remonter vingt ans en arrière, lors des rodomontades de Reagan pendant la seconde guerre froide (« *Nous pouvons gagner facilement une guerre nucléaire contre l'URSS en Europe* ») pour entendre de telles inquiétudes, une telle peur.

La « guerre contre le terrorisme » déclenchée par les Etats-Unis a été l'occasion saisie par l'administration Bush pour bouleverser de fond en comble l'agenda de la politique internationale et s'engager dans une politique de militarisation à outrance. Rappelons les principaux faits:

- établissement de bases militaires ou envoi de forces spéciales non seulement en Afghanistan et au Pakistan, mais aussi en Ouzbékistan, au Tadjikistan, au Kirghizistan, en Géorgie, en Somalie, au Yémen, aux Philippines;
- multiplication des décisions unilatérales visant à annuler des accords ou des traités internationaux (refus d'appliquer le protocole de Kyoto sur l'émission de gaz carboniques, rupture du Traité ABM sur la limitation des armements stratégiques, adoption d'une législation visant à proscrire la création d'un Tribunal pénal international);
- adoption d'un budget militaire pour 2003 en hausse de 60% sur les dépenses antérieures;
- soutien presque inconditionnel à la tentative insensée d'Ariel Sharon d'anéantir par la force le combat des Palestiniens pour leurs droits nationaux;

- désignation d'un « axe du mal » à abattre, formé par l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord ;
- redéfinition complète de la doctrine nucléaire américaine, en prévoyant la possibilité d'utiliser en première frappe des armes nucléaires non seulement contre les trois pays précédemment cités, mais aussi contre la Syrie, la Libye, la Russie et la Chine.

Enfin et surtout, il est clair désormais que la question n'est plus de savoir si les Etats-Unis ont bien l'intention d'engager une nouvelle guerre contre l'Irak, mais seulement du quand et du comment ils comptent la déclencher, tout en n'ignorant pas que, contrairement à ce qui s'est passé avec la guerre d'Afghanistan, ils se heurteront cette fois à la désapprobation de la majeure partie de la « communauté internationale ».

Dans le langage feutré des diplomates et des experts, on parle d'*« hyperpuissance »* et de *« nouvel unilatéralisme »*. On critique comme « *simplistes* » les leitmotive des discours de Bush: « *qui n'est pas avec nous, est contre nous* »; « *l'axe du mal* », etc. On s'étonne de voir les Américains dilapider le potentiel de sympathie obtenu après le 11 septembre et mettre en péril le succès diplomatique qui avait accompagné la guerre contre les talibans et l'alignement dans la « coalition anti-terroriste » d'à peu près tous les gouvernements du monde, y compris la Russie et la Chine. Plutôt que de s'étonner ou de s'indigner, il vaut mieux chercher à comprendre. Les gens qui ont imaginé la formule « axe du mal » et qui ont écrit le discours que Bush a prononcé ne sont pas des imbéciles et ils savent parfaitement qu'ils établissent un amalgame dénué de signification entre des pays profondément hétérogènes. La vérité est que le gouvernement américain a besoin d'ennemis et est décidé à envenimer ou à susciter des situations de conflits aux quatre coins du monde pour y trouver prétexte à intervenir.

Il y a là une situation paradoxale, rarement rencontrée dans l'histoire, où l'on voit la principale puis-

sance hégémonique de la planète agir comme un bouteuf, alors que la logique habituelle des relations internationales voudrait qu'elle s'attache à préserver le *statu quo* et par conséquent à renforcer la stabilité et les équilibres régionaux. Encore une fois, comment l'expliquer ?

Il y a un élément de réponse évident : la disproportion énorme et constamment accrue entre la puissance militaire américaine et celle des autres pays ne correspond pas aux rapports de forces économiques et politiques dans le monde actuel. Au cours des 10, 20 ou 30 prochaines années, si nous vivions dans un monde où ne joueraient que les facteurs économiques et politiques, l'Union européenne ou la Chine, par exemple, marqueraient presque automatiquement des points au détriment des Etats-Unis et ceux-ci se trouveraient dès lors contraints de s'adapter aux réalités d'un monde multipolaire. En revanche, dès que la parole est aux canons, la disproportion militaire entre les Etats-Unis et les autres a pour effet tout aussi automatique d'assurer à Washington une considérable plus-value en terme de pouvoir stratégique. Toute l'histoire des relations internationales depuis août 1990 (invasion du Koweït par l'Irak) confirme cette dialectique.

Mais si l'administration Clinton n'en avait fait qu'un usage partiel et limité, tactique pour ainsi dire, l'administration Bush Jr. semble bien avoir choisi d'exploiter au maximum cette logique. Il s'agit d'un choix stratégique que ne suffit pas à expliquer l'influence accrue en son sein après le 11 septembre de superfaucons belliqueux comme le vice-Président Dick Cheney ou le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

Si l'orientation actuelle se confirme, la « guerre contre le terrorisme », dont les objectifs, les cibles et les modalités baignent depuis le début dans un flou artistique, deviendra synonyme d'une « guerre permanente », sans autre finalité que la continuation de l'état de guerre comme principal moyen de perpétuer la puissance américaine. Il faudra relire le roman de George

Orwell, 1984, pour mieux comprendre ce que signifie un tel état de choses.

Il reste une seconde question : que signifie historiquement un tel choix stratégique ? Ici plusieurs réponses coexistent. On peut penser qu'il s'agit du stade ultime de l'expansion impériale des Etats-Unis, désormais délivrés de tout contrepoids après l'effondrement de la puissance russe. Ou bien, au contraire, qu'on est en présence d'efforts désespérés d'une superpuissance en déclin pour ralentir son inévitable recul. La discussion est ouverte et nous publions dans ce numéro des textes de la *Monthly Review* et de l'historien Immanuel Wallerstein qui illustrent chacune des deux thèses en présence.

Il reste que la décennie qui a commencé sera sans aucun doute beaucoup plus dangereuse que la précédente. L'après-guerre froide et les illusions gentillettes qui l'accompagnaient sont désormais loin derrière nous. La pire chose à faire est celle que pratiquent pour l'instant nos gouvernements européens : faire l'autruche et feindre (devant l'opinion) de ne pas se rendre compte de la brutale modification du paysage historique à laquelle nous assistons.

1 note à l'intention des jeunes générations : ce mot d'ordre s'était répandu comme une traînée de poudre dans les manifestations de la fin mai lorsque le leader étudiant du Mouvement du 22 mars, Dany Cohn-Bendit, après avoir été traité d'*« anarchiste allemand »* par le stalinien Georges Marchais, fut interdit de séjour en France par le gouvernement gaulliste. C'est une mésaventure qui ne risque plus d'arriver à l'actuel politicien écolo-libéral du même nom...

2 Il fut notamment repris par Guy Verhofstadt.

# Le déploiement de l'Empire américain

*Nous publions un texte des éditeurs du numéro de mars 2002 de la Monthly Review, la célèbre revue de gauche américaine, qui défend de façon très argumentée la thèse d'un renforcement de l'expansion impériale des États-Unis*

Tout au long de l'histoire humaine, les Empires se sont appuyés sur des bases militaires étrangères pour renforcer leur domination et, sous cet angle en tout cas, la *Pax Americana* n'est pas différente de la *Pax Romana* ou de la *Pax Britannica*. L'historien Arnold Toynbee écrivait dans son livre *America and the World Revolution* (1962) que «La principale méthode par laquelle Rome avait établi sa suprématie politique dans le monde consistait à prendre ses voisins plus faibles sous son aile et à les protéger contre elle-même et leurs voisins plus forts. La relation de Rome avec ses protégés reposait sur des traités. Juridiquement, ils conservaient leur statut antérieur d'indépendance souveraine. Le maximum de ce que Rome leur demandait en terme territorial, c'était la cession, ici et là, de morceaux de terres pour l'implantation d'une forteresse romaine destinée à assurer la sécurité commune des alliés de Rome et de Rome elle-même».

C'est du moins la voie par laquelle Rome commença. Mais, comme le temps passait, «les vastes territoires des alliés d'autrefois de Rome», originellement protégés par ce système de bases militaires romaines «sont devenus une partie de l'Empire romain au même titre que les territoires plus restreints des anciens ennemis de Rome, que Rome avait délibérément et ouvertement annexés».

La Grande-Bretagne, à son apogée comme puissance capitaliste dirigeante au dix-neuvième siècle, dominait un vaste empire colonial assuré par un système mondial de bases militaires. Comme l'a expliqué Robert Harkavy dans son important ouvrage *Great Power Competition for Overseas Bases* (1982), elles étaient déployées en quatre réseaux tout au long de corridors maritimes dominés par la puissance navale britannique : (1) de la Méditerranée à l'Inde en passant par le canal de Suez; (2) l'Asie du Sud, l'Extrême-Orient et le Pacifique; (3) l'Amérique du Nord et les Caraïbes; et (4) l'Afrique de l'Ouest et l'Atlantique Sud. A l'apogée de l'Empire britannique, ces bases militaires étaient situées dans plus de trente-cinq pays ou colonies différents. Bien que l'hégémonie britannique ait rapidement décliné au commencement du vingtième siècle, ces bases furent maintenues tant que l'Empire lui-même se maintint et son système de bases s'élargit même temporairement pendant la seconde guerre mondiale. Au lendemain immédiat de cette guerre cependant, l'Empire britannique s'émetta et la grande majorité de ses bases durent être abandonnées.

La chute de l'Empire britannique s'est accompagnée de la montée d'un autre, lorsque les États-Unis prirent la place de la Grande-Bretagne comme puissance hégémonique de l'économie capitaliste mondiale. Les États-Unis sont sortis de la seconde guerre mondiale avec le système de bases militaires le plus étendu que le monde ait jamais connu. Selon James Blaker, ancien conseiller principal du vice-président de l'état-major conjoint,

ce système de bases outremer établi à la fin de la seconde guerre mondiale comprenait près de trente mille installations localisées sur deux mille sites situés dans environ une centaine de pays et de zones, et s'étendant du cercle polaire à l'Antarctique. Les bases militaires américaines étaient répandues sur tous les continents et les îles entre ceux-ci. Blaker écrit: «A côté du monopole nucléaire américain, il n'existe pas de symbole plus universellement reconnu du statut de superpuissance de la nation que son système de bases outremer».

La position officielle des États-Unis par rapport à ces bases militaires après la guerre était qu'elles devaient être maintenues au plus haut point possible et que de nouvelles bases devaient être acquises. A la Conférence de Potsdam, le 7 août 1945, le Président Harry Truman déclarait: «Bien que les États-Unis ne veuillent retirer ni profit, ni avantage égoïste de cette guerre, nous allons maintenir les bases militaires nécessaires à une protection complète de nos intérêts et de la paix mondiale. Nous acquérons les bases que nos experts militaires estiment être essentielles pour notre protection. Nous les acquérons par des accords conformes à la Charte des Nations Unies».

Néanmoins, la tendance dominante entre la fin de la seconde guerre mondiale et la guerre de Corée a été de réduire le nombre de bases américaines outremer. Selon Blaker, «la moitié de la structure des bases du temps de guerre avait disparu au cours des deux années qui suivirent le jour de la victoire et la moitié de ce qui restait en

1947 avait été démantelée en 1949». La réduction d'après-guerre du nombre de bases prit fin avec la guerre de Corée, lorsque le nombre de bases augmenta à nouveau, suivi par des augmentations ultérieures pendant la guerre du Vietnam. Ce n'est qu'après la guerre du Vietnam que le nombre de bases américaines outremer commença à nouveau à diminuer. En 1988, ces bases étaient légèrement moins nombreuses qu'à la fin de la guerre de Corée, mais elle correspondait à un schéma global très diffé-

rent de celui du début de la période de l'après-guerre mondiale. Historiquement, des bases ont souvent été acquises durant des guerres. Par exemple, la base navale américaine de Guantanamo à Cuba a été obtenue dans le contexte de la guerre hispano-américaine. Bien que cette base soit techniquement « louée », cette location est perpétuelle. Selon le traité, la juridiction américaine sur la base ne peut prendre fin que par un consentement *mutuel* de Cuba et des États-Unis (tant que le loyer

est payé), quelles que soient les opinions du gouvernement et du peuple cubains...

Un grand nombre des bases militaires américaines actuelles ont été acquises dans des guerres ultérieures - la seconde guerre mondiale, la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe et la guerre en Afghanistan. Les bases militaires américaines à Okinawa, qui fait formellement partie du Japon, sont un héritage de l'occupation américaine du Japon au cours de la seconde guerre mondiale.

Comme tous les empires, les États-Unis ont été extrêmement réticents à abandonner une base quelconque une fois qu'elle était acquise. Des bases obtenues au cours d'une guerre sont envisagées comme un déploiement de positions avancées pour une guerre future, impliquant souvent un ennemi totalement nouveau... Dans les années 1950 et 1960, les États-Unis avaient formulé une doctrine spécifique de « dissuasion stratégique » affirmant qu'il ne fallait procéder à aucun retrait d'une base qui pourrait par la suite être acquise par l'Union Soviétique. La majorité des bases américaines se justifiaient par la nécessité d'encercler et de contenir le communisme. Pourtant, après l'effondrement de l'Union Soviétique, les États-Unis ont cherché à conserver leur système de bases en son entier sur base du fait qu'il était nécessaire à la projection globale de leur puissance et à la protection des intérêts américains à l'extérieur.

La *Glanost* et la *perestroïka* à la fin des années 1980, suivies par l'effondrement des régimes sous domination soviétique en Europe de l'Est en 1989 et par l'éclatement de l'URSS elle-même en 1991, avaient suscité une forte attente, tout particulièrement chez ceux qui avaient cru que les bases américaines n'étaient là que pour contenir la menace soviétique et qu'il y aurait ensuite un démantèlement rapide du système des bases américaines. Pourtant, le Département de la Défense insistait dans son rapport annuel de 1989 sur le fait que la « projection de puissance » des



L'impérialisme  
déteste le vide

États-Unis nécessitait des «déploiements ultérieurs».

Le 2 août 1990, le Président George Bush avait publié une déclaration où il indiquait que bien que le système des bases américaines outremer devait rester intact, les exigences de sécurité globale des États-Unis pourraient être remplies en 1995 avec des forces actives réduites de 25% par rapport à 1990. Le même jour, l'Irak envahissait le Koweït. L'introduction massive de troupes américaines au Moyen Orient pendant la guerre du Golfe conduisit à la proclamation d'un Nouvel Ordre Mondial enraciné dans l'hégémonie américaine et la puissance militaire américaine. «Grâce à Dieu, nous nous sommes débarrassés une fois pour toutes du syndrome du Vietnam» affirmait Bush. De nouvelles bases militaires furent établies au Moyen Orient, tout particulièrement en Arabie Saoudite, où des milliers de soldats américains stationnent depuis plus d'une décennie.

Bien que l'administration Clinton ait insisté plus fortement que celle de Bush senior sur la nécessité de diminuer les engagements militaires américains à l'étranger, il n'y a eu aucune tentative d'amoindrir la «présence avancée» des États-Unis au-dehors, à travers leur flot de bases militaires. Le seul changement fut de diminuer le nombre de soldats stationnés en permanence outremer, en déployant des troupes plus fréquemment mais pour de courtes périodes.

Les années 1990 se sont achevées avec l'intervention militaire américaine dans les Balkans et un large soutien américain aux opérations de contre-insurrection en Amérique du Sud dans le cadre du «Plan Colombia». A la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 et du déclenchement de la «guerre contre le terrorisme», une augmentation rapide, tant numérique que géographique, des bases militaires américaines a commencé.

Selon le *Base Structure Report 2001* du Département de la Défense, les États-Unis ont actuellement des installations militaires outremer dans trente-huit pays et territoires distincts. Si on y ajoute les bases

militaires dans des possessions territoriales américaines en dehors du territoire des États-Unis, on arrive à quarante-quatre. Ce nombre est cependant très sous-estimé car il ne comprend pas d'importantes bases stratégiques avancées, y compris celles où les États-Unis conservent des troupes en nombre substantiel, comme en Arabie saoudite, au Kosovo et en Bosnie. Il ne comprend pas non plus les bases les plus récemment acquises par les États-Unis, grâce au Plan Colombia, - dirigées principalement contre les forces de la guérilla en Colombie, mais aussi contre le gouvernement trop peu servile du Venezuela et le formidable mouvement populaire d'opposition au néolibéralisme en Equateur. Les États-Unis sont en train d'étendre leur présence militaire en Amérique latine et dans la zone des Caraïbes. Porto Rico a remplacé Panama en tant que centre névralgique pour cette région. En même temps, les États-Unis ont établi quatre nouvelles bases militaires à Manta (Equateur), à Aruba, à Curaçao et à Comalapa (Salvador) - conçues toutes les quatre comme de futurs sites opérationnels. Depuis le 11 septembre, les États-Unis ont établi des bases militaires abritant soixante mille soldats en Afghanistan, au Pakistan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan, ainsi qu'au Koweït, à Qatar, en Turquie et en Bulgarie. La grande base navale américaine dans l'Océan Indien à Diego Garcia joue aussi un rôle crucial dans cette opération. Tout cela montre que les États-Unis disposent maintenant de bases militaires outremer dans près de soixante pays et territoires distincts...

L'imperialisme déteste le vide. Mis à part les Balkans et les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, qui appartenaient auparavant à l'Union Soviétique ou à sa sphère d'influence, les bases avancées qui sont actuellement acquises se situent dans des régions où les États-Unis avaient auparavant effectué des réductions drastiques de leurs bases. En 1990, avant la guerre du Golfe, les États-Unis n'avaient pas de bases en

Asie du Sud et pas plus de 10 % d'entre elles au Moyen Orient et en Afrique. En Amérique latine et dans les Caraïbes le nombre de bases américaines avait diminué d'environ deux tiers entre 1947 et 1990. D'un point de vue géopolitique et géomilitaire, cela posait clairement un problème pour un pouvoir économique et militaire hégémonique global comme celui des États-Unis, même à l'âge des missiles à longue portée. L'apparition de nouvelles bases au Moyen Orient, en Asie du Sud et dans la



Une réaffirmation de la puissance militaire et impériale directe des Etats-Unis

zone Amérique latine & Caraïbes depuis 1990, comme résultats de la guerre du Golfe, de la guerre en Afghanistan et du Plan Colombia peut par conséquent être vue comme une réaffirmation de la puissance militaire et impériale directe des États-Unis dans des zones où celle-ci s'est quelque peu affaiblie.

La doctrine militaire insiste sur la signification stratégique d'une base militaire étrangère, par-delà la guerre dans le cadre de laquelle on l'a obtenue, ainsi que sur l'importance de commencer presque immédiatement à planifier d'autres missions potentielles pour son utilisation ultérieure. C'est pour cette raison que l'établissement de bases en Afghanistan, au Pakistan



**La dernière superpuissance qui subsiste est actuellement engagée dans une course à l'expansion impériale**

et dans trois des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale est inévitablement jugé par la Russie et la Chine comme représentant des menaces supplémentaires pour leur sécurité. La Russie a déjà fait savoir son mécontentement devant la perspective de bases militaires américaines permanentes en Asie centrale. Quant à la Chine, comme le notait le *Guardian* de Londres (10 janvier 2002), la base de Manas au Kirghizistan, où les avions américains atterrissent

chaque jour, «n'est qu'à 400 km de la frontière occidentale chinoise. Avec les bases américaines à l'est au Japon, au sud en Corée du Sud et le soutien militaire de Washington à Taiwan, la Chine peut se sentir encerclée».

La projection de la puissance militaire américaine dans de nouvelles régions à travers l'établissement de bases militaires américaines ne doit sans aucun doute pas être simplement considérée en terme d'objectifs militaires directs. Elles

ont toujours été utilisées pour promouvoir les objectifs politiques et économiques du capitalisme américain. Par exemple, les grandes firmes américaines et le gouvernement américain sont très soucieux depuis quelque temps de construire un corridor sécurisé pour les oléoducs et les gazoducs sous contrôle américain qui vont de la mer Caspienne en Asie centrale jusqu'à la mer d'Oman en passant par l'Afghanistan et le Pakistan. La guerre en Afghanistan et la création de bases militaires américaines en Asie centrale sont considérées comme une opportunité décisive pour transformer ce projet en une réalité. Le principal représentant de cette politique a été la multinationale Unocal.

Pendant la récente guerre en Afghanistan, les médias américains ont généralement été assez silencieux quant aux ambitions pétrolières américaines dans cette région. Néanmoins, un article paru dans les pages business du *New York Times* (15 décembre 2001) remarquait que : «Le Département d'Etat est occupé à explorer le potentiel des projets énergétiques après les talibans dans la région, qui possède plus de 6 % des réserves connues de pétrole dans le monde et près de 40 % des réserves de gaz». Et Richard Butler du *Council on Foreign Relations* reconnaissait que «la guerre en Afghanistan... a rendu la construction d'un oléoduc à travers l'Afghanistan et le Pakistan politiquement possible pour la première fois depuis que Unocal et la firme argentine Bridas s'affrontaient pour obtenir les droits afghans au milieu des années 1990» (*New York Times*, 18 janvier 2002).

Il va sans dire que sans une forte présence militaires américaine dans la région, au moyen de l'établissement de bases comme résultat de la guerre, la construction d'un tel oléoduc se serait presque certainement révélée imparticable.

L'histoire nous apprend que les bases militaires à l'étranger sont une arme à double tranchant. La preuve la plus évidente de cette affirmation se trouve dans la présente «guerre contre le terroris-

me». Il n'y a pas le moindre doute que les attaques menées au cours de la dernière décennie à la fois contre des forces américaines à l'extérieur et contre des cibles aux États-Unis mêmes, ont été en grande partie une réplique aux rôle croissant des États-Unis comme puissance militaire étrangère dans des régions comme le Moyen Orient, où les États-Unis n'ont pas seulement mené des opérations militaires et même une guerre à part entière mais ont aussi stationné des milliers de soldats depuis 1990. L'établissement de bases militaires américaines en Arabie saoudite est considéré par certains Saoudiens comme une

de stationnement tout au long du globe, comme moyen de déployer leurs forces aériennes et navales pour les utiliser au moment voulu - le tout dans l'intérêt du maintien de leur hégémonie politique et économique. Ces bases ne sont pas, comme dans le cas de la Grande Bretagne au dix-neuvième et au début du vingtième siècle, de simples parties intégrantes d'un empire *colonial*, mais prennent même une importance encore plus grande «*en l'absence de colonialisme*». Les États-Unis, qui ont cherché à maintenir un système économique impérial sans exercer un contrôle politique formel sur la souveraineté territoriale d'autres

d'empêcher un grand nombre des territoires les plus économiquement dépendants de la périphérie de s'échapper.

La puissance politique, économique et financière globale des États-Unis requiert donc l'exercice périodique de leur puissance militaire. Les autres pays capitalistes avancés impliqués dans ce système se reposent aussi sur les États-Unis comme principal auteur des règles du jeu. La répartition des bases militaires américaines ne doit par conséquent pas être jugée comme un phénomène purement militaire, mais comme le tracé de la sphère impériale dominée par les États-Unis et de leurs têtes de pont au sein de la périphérie. Ce qui est clair à présent et qu'il est inutile de répéter, c'est que de telles bases sont en train d'être acquises dans des zones où les États-Unis avaient auparavant perdu beaucoup de leur «présence avancée», comme en Asie du Sud, au Moyen Orient/Afrique et en Amérique latine/Caraïbes, ou dans des régions où il n'y avait jamais eu de bases américaines dans le passé, comme dans les Balkans et en Asie centrale. C'est pourquoi il ne peut y avoir aucun doute que la dernière superpuissance qui subsiste est actuellement engagée dans une course à l'expansion impériale, comme moyen de promouvoir ses intérêts politiques et économiques et que l'actuelle guerre contre le terrorisme, qui est à bien des égards le produit indirect de la projection de la puissance américaine, est aujourd'hui utilisée pour justifier la projection ultérieure de cette puissance.

Ceux qui choisissent de s'opposer à cette évolution ne doivent se faire aucune illusion. L'expansion globale de la puissance militaire de la part de l'Etat hédonique du capitalisme mondial fait partie intégrante de la mondialisation économique. Dire *non* à cette forme d'expansionnisme militaire revient à dire *non* en même temps à la mondialisation capitaliste et à l'impérialisme et donc au capitalisme lui-même.

(traduit de l'anglais  
par Jean Vogel)

Les Etats-Unis comme principal auteur des règles du jeu...



occupations des lieux saints de l'Islam qui doit être repoussée à n'importe quel prix.

La perception des bases militaires américaines comme des atteintes à la souveraineté nationale est répandue dans les pays «hôtes» pour la simple raison que la présence de telles bases se traduit inévitablement par des interférences dans la politique intérieure...

Les États-Unis, comme nous l'avons vu, ont construit une chaîne de bases militaires et de zones

nations, ont employé ces bases pour exercer une contrainte contre les nations qui ont cherché à briser le système impérial ou même contre celles qui ont tenté de suivre une voie indépendante lorsque celle-ci est perçue comme menaçant les intérêts américains. Sans la dispersion à travers le monde des forces militaires américaines dans leurs bases et sans la prédisposition américaine à les employer dans des interventions militaires, il serait impossible

# Quelle superp

par Immanuel Wallerstein

*Immanuel Wallerstein, historien de l'économie, est le directeur du Centre Fernand Braudel à New York. Ses derniers ouvrages parus, malheureusement non encore traduits en français, sont *Après le libéralisme* (1995), *Utopistes: ou les choix historiques auxquels* (1998) et *La fin du monde tel que nous le**

*connaissons: sciences sociales pour le XXI<sup>e</sup> siècle* (1999)

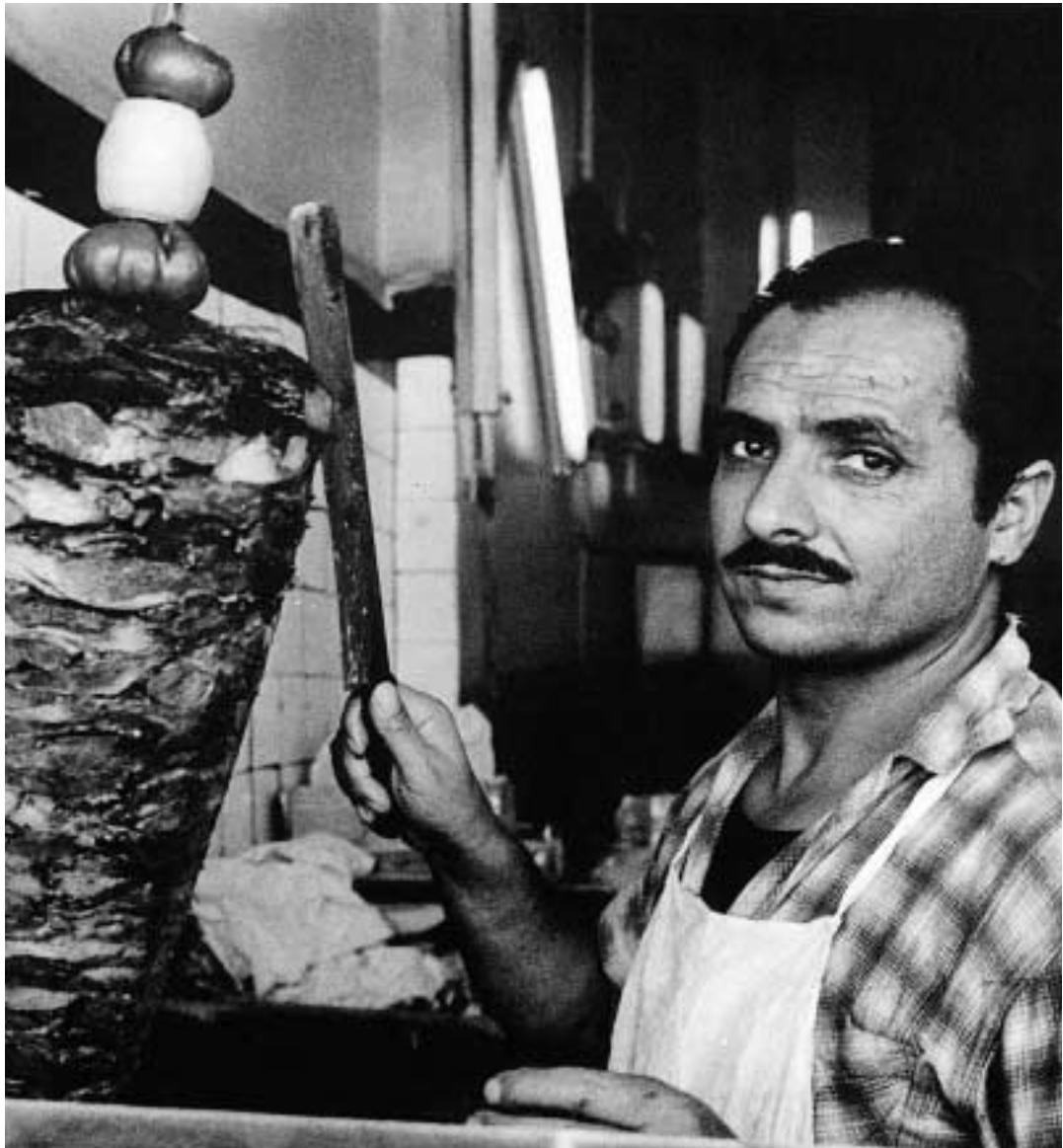
Les États-Unis sont une puissance hégémonique en déclin. J'ai exprimé ce point de vue depuis au moins 1980<sup>1</sup>. Cette thèse doit être envisagée comme analytique et non comme normative. J'ai néanmoins découvert qu'elle suscite

non seulement de l'incredulité, mais même de la colère et que ce genre de réaction se manifeste dans toutes les parties du spectre politique et partout dans le monde. Les gens de droite considèrent que cette thèse est fausse, ou plutôt ils ne la considèrent comme vraie que dans la mesure où jusqu'à présent la superpuissance n'a pas suffisamment affirmé sa force. Ils affirment en outre qu'en faisant une telle analyse, je suis en train de créer une attitude défaitiste qui est auto-réalisatrice. Ces personnes ont un étrange degré de croyance dans le pouvoir des mots, ou du moins de mes mots.

Les gens de gauche sont souvent incrédules, et me répondent qu'il est évident que les États-Unis dominent la scène mondiale et s'imposent dans le monde entier, par de mauvaises méthodes. Alors, comment puis-je soutenir que les États-Unis sont en déclin? Ne suis-je pas par là en train de détourner les gens de toute action pertinente? Et les gens du centre paraissent offensés par la seule idée qu'une action intelligente appropriée de la part de ceux qui sont au pouvoir ne pourra pas éventuellement remédier aux insuffisances de l'action vertueuse américaine.

Que signifie être une puissance hégémonique? Cela signifie que normalement on définit les règles du jeu géopolitique et que l'on obtient la plupart du temps ce qu'on veut par une simple pression politique et sans avoir à recourir à l'usage concret de la force. L'histoire de comment l'on peut devenir une puissance hégémonique et pourquoi cette hégémonie ne dure jamais longtemps n'est pas mon sujet ici.<sup>2</sup> La question est plutôt de savoir sur quelle base j'affirme que l'hégémonie américaine est en déclin.

Les Etats-Unis obtenaient presque toujours ce qu'ils voulaient...



# puissance?

Je ne nie certainement pas que les États-Unis d'aujourd'hui sont de loin la plus forte puissance militaire du monde. C'est non seulement vrai aujourd'hui mais cela sera probablement vrai pendant au moins encore 25 ans. Mais il n'est plus vrai que les États-Unis définissent unilatéralement les règles du jeu géopolitique, ni qu'ils obtiennent la plupart du temps ce qu'ils veulent par une simple pression politique, ni même simplement qu'ils obtiennent la plupart du temps. L'actuel combat avec Ben Laden n'est pas le premier mais seulement le dernier exemple en date de cette réalité nouvelle. Je parle de réalité nouvelle, parce qu'il y a eu une époque, il n'y a pas si longtemps, où les États-Unis étaient vraiment hégémoniques, lorsqu'ils étaient la seule superpuissance. C'était plus ou moins le cas entre 1945 et 1970. Malgré la guerre froide et en dépit de l'URSS (ou, peut-être, en grande partie à cause de celle-ci), les États-Unis obtenaient presque toujours ce qu'ils voulaient, où ils le voulaient et quand ils le voulaient. Ils dirigeaient les Nations Unies. Ils contenaient l'Union Soviétique à l'intérieur des frontières que l'Armée rouge avait atteintes en 1945. Ils utilisaient la CIA pour renverser ou remodeler les gouvernements qu'ils jugeaient inamicaux (Iran en 1953, Guatemala en 1954, Liban en 1958, la République Dominicaine en 1965, etc.). Ils imposaient leur volonté à des alliés souvent récalcitrants en Europe occidentale, en les forçant à renoncer à des opérations militaires (comme à Suez en 1956) ou en les pressant d'accélérer le rythme de la décolonisation, parce que les États-Unis considéraient que c'était une orientation plus raisonnable et plus sûre.

Durant cette période, les Améri-

cains étaient occupés à apprendre comment «assumer leurs responsabilités» dans le monde. Il y avait une politique étrangère «bipartisane». Puis les choses ont commencé à changer. La prédominance économique américaine sur l'Europe occidentale et le Japon a disparu. Ces pays sont devenus des

rivaux économiques, même s'ils restaient des alliés politiques. Les États-Unis ont commencé à perdre des guerres. Ils ont perdu la guerre au Vietnam en 1973. Ils ont été humilié par Khomeyni en Iran en 1980. Le Président Reagan a retiré les marines américains du Liban en 1982 parce que 200 d'entre eux



Remodeler  
les gouvernements  
qu'ils jugeaient  
inamicaux...



Ils ont gaspillé les trente années suivantes en se cramponnant à leur gloire passée...

avaient été tués au cours d'une attaque terroriste (et cela deux jours après avoir déclaré que les États-Unis ne le feraient jamais). La guerre du Golfe a été un match nul, car les troupes se sont retirées sur la ligne où elle avait commencé. Un certain nombre de gens disent aujourd'hui aux États-Unis que c'est parce que les États-Unis n'ont pas eu le cran de marcher sur Bagdad (ou ont commis l'erreur de ne pas le faire). Mais la décision du premier Président Bush reflétait un jugement militaro-politique qui estimait que cette marche aurait rapidement conduit les États-Unis à un désastre, et ce jugement semble solide et prudent. Et là où Jimmy Carter a pu imposer un accord à Camp David à l'Egypte et à Israël, Bill Clinton n'a pas réussi à faire la même chose pour la Palestine et Israël en 2000, bien qu'il s'y soit rudement employé. La dernière fois que les États-Unis ont remué les doigts et obtenu ce qu'ils voulaient date du 11 septembre 1973, lorsqu'ils ont conçu le coup d'État au Chili et installé Pinochet au pouvoir. Le 11 sep-

tembre 2001, c'est Ben Laden qui a remué ses doigts et le peuple et le gouvernement américains sont encore occupés à se remettre du coup qu'ils ont reçu. Pourtant Ben Laden n'a ni grande armée, ni marine, ni aviation. Sa capacité technologique est relativement primitive. Il n'a pas de fonds à sa disposition comparables aux ressources du gouvernement américain. Dès lors, même si l'affrontement devait se terminer par un match nul, il aurait gagné.

Il a fallu trente ans aux États-Unis pour apprendre à «assumer leurs responsabilités» comme puissance hégémonique. Ils ont gaspillé les trente années suivantes en se cramponnant à leur gloire passée et en manoeuvrant pour garder en main le plus de pouvoir qu'ils le pouvaient. Peut-être vont-ils dépenser les trente prochaines années à apprendre comment être un pays riche et puissant dans un monde inégal, mais dans lequel ils ne parviennent plus à contrôler unilatéralement la situation. Dans un tel monde, ils devraient apprendre comment parvenir à des

accords avec le reste du monde (pas seulement l'Afghanistan, ni même la Chine et la Russie, mais aussi le Canada, l'Europe occidentale et le Japon).

Dans l'anarchie d'un monde en faillite, qui marque la transition de notre système-monde moderne à quelque chose d'autre, il importe à chacun de savoir comment les États-Unis - leur gouvernement, leurs citoyens, leurs grandes entreprises - jouent leurs rôles. Chacun, partout dans le monde, a intérêt à obtenir une réponse intelligente, créative, porteuse d'espoir, des États-Unis à la crise mondiale dans laquelle ils sont aujourd'hui eux-mêmes plongés en même temps que tous les autres. Car les États-Unis sont toujours la plus forte puissance dans le monde, et ils ont toujours des traditions et des aspirations qu'ils valorisent et dont beaucoup de gens (pas seulement des Américains) pensent qu'elles ont apporté quelque chose de positif au monde dans lequel nous vivons tous.

La balle est dans le camp des États-Unis. Il est trop facile pour les Américains d'être enragés par la terrible destruction de vies humaines dans les Twin Towers et leurs alentours. Il y a déjà beaucoup trop de colère irréfléchie dans le monde (même si une grande partie de cette colère est une colère légitime pour les parties en cause). Il y a pas de garantie que le monde puisse naviguer au cours des 25-50 prochaines années avec une violence réduite. Mais nous pouvons essayer d'analyser les choses qui pourraient nous permettre de sortir du puits profond où nous nous trouvons ces temps-ci.

(traduit de l'anglais  
par Jean Vogel)

1 Je crois que je l'ai dit pour la première fois dans «Friends as Foes», «*Foreign Policy*», N° 40, automne 1980, pp. 119-131.

2 J'ai traité pour la première fois cette question dans «The Three Instances of Hegemony in the History of the Capitalist World-Economy», republié dans *The Politics of the World-Economy*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1984, pp. 37-46.

# De Porto Alegre à Monterrey

Olga ZRIHEN \*

La succession des Sommets politiques, qu'ils soient européens ou internationaux, pourraient faire croire que les rencontres simultanées de New York (à la suite de Davos) et de Porto Alegre (Brésil) ne seraient que deux noms de plus à ajouter à la liste.

Il n'en est rien.

Deux visions du monde se discutaient là.

A New York, des financiers, à titre de décideurs, continuaient à affirmer qu'ils construisent pour nous « Le meilleur des mondes ». Au programme : libéralisation des marchés, libre concurrence,...

A Porto Alegre, pendant une semaine, trois forums pleins de vitalité : celui des villes, celui de la société civile, avec plus de 600 ateliers, et un forum des parlementaires, ont fait battre différemment le cœur de la contestation de la pensée unique.

Le Forum Social mondial de Porto Alegre, sous le titre « un autre monde est possible », a confirmé, si certains en doutaient encore, que les milliers de participants et des millions de sympathisants pour une justice globale, n'étaient pas une cohorte désorganisée, sans analyse, voire des utopistes refusant la marche du progrès.

Le Forum de Porto Alegre a montré qu'une résistance globale existe et qu'elle réclame un futur de paix, solidaire et durable.

Ce mouvement est le fruit de plusieurs années de combats déniés ou ignorés que ce soit en Europe, en Afrique ou en Asie,

mais que l'accélération de la globalisation a permis de fédérer.

Il était insupportable de continuer à accepter cette construction du monde au nom des profits à tout prix, qui rejette tout respect et dignité pour les peuples et les minorités, qui privatisé les acquis sociaux, brade les systèmes de protection sociale, libère le marché de tout contrôle, et martèle le credo que eux seuls connaissent « l'axe du bien » pour tous.

Les mouvements de citoyens, présents à Porto Alegre, voient le monde d'un autre œil. A la mondialisation-destruction, ils opposent le principe de cohésion mondiale. Centrés sur leur environnement immédiat, ils constatent que le monde fabrique chaque jour des inégalités encore plus criantes, qu'ils ne peuvent qu'être défiant face aux systèmes proposés : le pouvoir de plus en plus éloigné du citoyen, la main mise des spéculateurs financiers sur l'organisation mondiale pour des profits à court terme. Ils inventoriaient les démocraties d'argent qui remplacent les démocraties participatives des citoyens.

Ils constatent l'exploitation inique des êtres humains.

Dans un monde où une minorité bénéficie d'une richesse inimaginable, 200 millions d'enfants, parce qu'ils sont sous-alimentés, ont des retards de développement, 14 millions d'enfants meurent de faim chaque année et plus de 100 millions d'enfants vivent et travaillent dans la rue.

Dans un monde où des millions survivent avec moins d'un Euro par jour, d'autres s'approprient les ressources indispensables à la vie : l'air, l'eau,...

Les Etats-Unis refusent de signer le protocole de Kyoto alors qu'ils sont responsables pour 25% des émissions de gaz à effet de serre. De plus, alors que les pays européens sont favorables à l'imposition des émissions par pays ainsi que d'un système de sanctions, les Etats-Unis poussent à l'instauration d'un libre marché où les pays les moins vertueux se verraient offrir la possibilité d'acheter des « droits à polluer » à ceux qui parviennent à se limiter.

Deuxième au nombre des biens publics : l'eau potable, dont 1 milliard 300 millions de personnes sont privées.

Dans les années à venir, elle fera l'objet de marchandages sans nom, car elle est le facteur indispensable dans certains lieux de la planète pour que des populations gardent encore la maîtrise de leur devenir politique, social et économique.

Dans tous les débats de Porto Alegre, l'analyse lucide et la recherche de solutions solidaires étaient les constantes. Cette aspiration de la solidarité Nord/Sud s'appuie sur le combat contre l'extension des inégalités de développement avec la revendication forte de l'annulation de la dette des pays pauvres et la renégociation de la dette notamment publique des autres pays du Tiers Monde.



*Les deux-tiers de l'humanité vivent en dessous du seuil de pauvreté...*

Jamais on n'a créé autant de richesses, jamais l'humanité n'a disposé d'autant de moyens scientifiques, techniques ou médicaux et pourtant jamais autant d'êtres humains n'ont vécu dans la misère. Les deux-tiers de l'humanité vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Dans quelques semaines se tiendra à Monterrey (Mexique) la conférence des Nations Unies sur le Financement du développement. On nous annonce déjà, que beaucoup de pays industrialisés, y compris ceux de l'Union Européenne, vont arriver les mains vides, la bouche pleine de promesses de respecter les engagements pris devant la communauté interna-

tionale, mais sans instruments nouveaux.

Or, il y a sur la table des propositions concrètes :

- l'augmentation à 0,7% du PIB de l'aide publique des pays industrialisés pour le développement,
  - l'annulation de la dette,
  - un impôt mondial sur les flux financiers internationaux,
  - la suppression des paradis fiscaux.
- L'objectif serait de financer l'accès aux biens publics mondiaux, le droit à l'eau, à l'énergie propre pour tous, le droit à l'éducation et aux soins, le droit à un avenir ! Il s'agit aussi de promouvoir l'idée de créer des fonds de cohésion mondiaux, comme le fait l'Union Européenne quand elle accueille

des pays en retard de développement et de faire émerger des régulations citoyennes qui créent une alternative aux régulations / dérégulations de certaines instances internationales (OMC, FMI,...), prêts à marchandiser les secteurs vitaux d'intérêt collectif.

Mondialisation des solidarités, socio-mondialisation des droits, parce que ce n'est que justice, parce que c'est l'intérêt de tous, parce que c'est le monde que nous, ceux qui étaient à Porto Alegre, voulons bâtir ensemble.

Alors, en route pour Barcelone et Monterrey.

\* Députée PSE au Parlement Européen

# Pierre Bourdieu :

## « La sociologie est la seule discipline qui pourra nous fournir des armes »

Pierre Bourdieu est mort en janvier. Tout en revendiquant sa qualité de "savant", il a probablement été un des rares intellectuels à encore oser dire haut et fort son mépris pour un système entièrement à la solde d'un pouvoir dominant. Pour lui l'engagement politique n'était pas un mythe mais un combat de tous les jours. Cet infatigable combattant a produit, dans *Contre-feux 2*, un texte où il dénonce les méfaits de la marchandisation et de la mondialisation appliquées à la culture. Le présent entretien est probablement une de ses ultimes interventions publiques.

**Flux News :** Avec l'écroulement des twin towers et quoi qu'il arrive par la suite, Ben Laden semble bel et bien avoir gagné la bataille des symboles dans son combat avec l'Amérique. Après le 11 septembre, le monde ne sera plus pareil. La sociologie de combat doit-elle changer de stratégie ?

Pierre Bourdieu : Ce qui apparaît en conséquence de ce qui s'est passé, c'est que les rapports de force qui gouvernent le monde sont plus évidents que jamais, c'est-à-dire que la puissance dominante, à différents points de vue, économiquement, culturellement, linguistiquement, symboliquement, etc., est actuellement dans une position

de juge suprême. On parle toujours de gendarme du monde, je pense que c'est une expression tout à fait acceptable et de facto elle se vérifie puisque tacitement la communauté mondiale a donné carte blanche aux États-Unis pour faire régner un certain ordre. Donc la question se pose de savoir si la logique qui correspond à ces rapports de force économiques, symboliques culturels, etc., si cette logique peut se perpétuer. Le rôle de l'ONU est tout à fait restreint, elle sert de VIP d'accompagnement, et je pense que le problème se pose plus que jamais d'un gouvernement mondial et d'un gouvernement de l'ordre mondial qui ne serait pas soumis à ce point à la force matérielle et symbolique. Malheureusement, cet ordre mondial ne peut pas s'obtenir sans coupable. Je crois que les rapports



La communauté mondiale a donné carte blanche aux Etats-Unis pour faire régner un certain ordre...

de force sont tellement écrasants à l'instant actuel en faveur des dominants, que l'on ne voit pas comment sortir d'une "reptation". Tout pourrait-il venir de l'instauration d'un mouvement où les dominants ne seraient pas toujours juge et partie ? C'est la grande question : actuellement on a la justice du plus fort. La campagne d'Afghanistan, à laquelle on peut trouver des justifications partielles, est tout de même une affirmation d'une justice unilatérale. Je pense que les institutions européennes font voir leur subordination, pour ne pas dire leur soumission totale aux forces dominantes. Malheureusement ce n'est pas seulement dans l'ordre politico-militaire, mais c'est aussi dans l'ordre commercial, économique, etc.. Il est de plus en plus évident que l'ordre mondial est aux mains des forces occidentales, et, à l'intérieur de ces forces occidentales, aux mains des États-Unis. C'est plus qu'inquiétant.

**Flux :** La seule réaction visible et possible, ce sont aujourd'hui les manifestations des anti-mondialistes à Bruxelles qui font un peu figure d'anecdote. Après avoir vu les quelques images à la T.V., on a l'impression de voir défiler des gens quadrillés qui sont là plus pour le côté folklorique que pour autre chose. Tout ça semble un peu vide de sens...  
**P.B. :** C'est compliqué ! Il y a toutes sortes de choses, il y a la Confédération européenne des syndicats qui est une étrange institution, pas très dynamique ni très inspirée, mais il y a aussi, dans ce mouvement que l'on appelle anti-mondialisation, des forces plus ou moins conscientes, plus ou moins compétentes et rigoureuses. Un des grands problèmes est de savoir comment ces forces pourraient arriver à s'organiser et à se "conscientiser" afin de développer un vrai programme alternatif. C'est pourquoi j'ai parlé d'un mouvement social européen ; il faut bien commencer par quelque chose. Si on parvenait à faire un vrai mouvement social européen, capable de regrouper les instances syndicales comme la fédération européenne des syndicats et, à travers cette

rénovation des forces critiques, les gouvernements et les instances communautaires, peut-être que l'on pourrait changer quelque chose à l'équilibre mondial qui actuellement est terriblement déséquilibré. Au fond, je décris l'espace mondial comme un champ, un champ de forces, et dans un champ il y a toujours plusieurs

parfois très importants mais complètement inaperçus, en Amérique latine, en Asie du sud, en Corée, en Afrique, mais tous ces mouvements sont dispersés, je ne vois pas comment ils pourraient se rassembler et même se rendre visibles. Ce que vous dites à propos des mouvements à Bruxelles tient en grande partie au fait que ces mou-



Le déséquilibre est tel que l'on ne voit pas comment pourrait surgir une force de résistance...

pôles. Actuellement, comme dans le champ religieux au Moyen âge où le dominant est écrasant au point que les hérésies, les résistances, les révoltes sont, à la limite, intérieures aux dominants eux-mêmes alors que, du côté des dominé, le déséquilibre est tel que l'on ne voit pas comment pourrait surgir une force de résistance. Il y a, bien sûr, des tas de mouvements

passent inaperçus parce que les médias n'en parlent pas ou très peu.

**Flux :** Ils en parlent mais à leur manière, l'image est traitée comme si c'était des Robins des bois...

**P.B. :** Exactement ! Un commentateur politique français a été jusqu'à comparer José Bové à Ben

Laden. Ces gens des médias sont terribles. Un des grands obstacles à la constitution de forces de résistance est le fait que les dominants contrôlent les médias comme jamais dans l'histoire. J'ai beaucoup insisté là-dessus dans Contre-feux 2. On avait autrefois dans la plupart des régimes politiques une opposition entre les détenteurs de la force physique, la force du chevalier, de l'ardeur, de l'épée, et la force symbolique du sacerdoce, du détenteur d'un pouvoir symbolique de type religieux alors que de nos jours le nouvel ordre dominant réunit à la fois la force économique et la force symbolique, une force quasi absolue. De nos jours, tous les grands journaux français sont complètement contrôlés, très directement ; des journaux apparemment autonomes comme *Le Monde* sont des sociétés d'actionnaires dominées par les grandes puissances d'argent. Donc l'autonomie relative des médias qui rendrait possible une certaine représentation fictive, et du même coup un certain soutien aux forces de résistance, tout ça disparaît. C'est vrai que la description porte à un extrême pessimisme.

détournement des sports dans le sens de la domestication. L'affaire de Serbie a été une forme très moderne de fascisme dans lequel des dirigeants fascistoïdes s'appuyaient sur les moyens de communication les plus modernes. Haider ou Berlusconi sont la forme visible et caricaturale de ce qui se passe partout. Bush, dans sa politique répressive, n'est pas loin d'un pouvoir fasciste. On nous évoque les trois quarts du temps la démocratie américaine. En fait, c'est un régime extraordinairement autoritaire qui use de toutes les ressources d'oppression, l'armée, la prison et les médias qui sont la forme la plus perverse de l'opium du peuple.

**Flux : Y a-t-il aujourd'hui des raisons de rester optimistes, y a-t-il des exemples à suivre qui vous donne chaud au cœur dans cette lutte permanente ? À qui pensez-vous principalement, du côté occidental ?**

P.B. : Il y a beaucoup de gens, mais ils sont dispersés. On ne peut pas donner de noms précis, même si parmi les intellectuels il en reste quelques-uns. Il y a des mouve-

mières, les médecins, les internes ; on les décrit comme des corporatistes attachés à défendre des acquis, alors que ce sont des gens qui en défendant leur acquis défendent les intérêts de l'universel. Les prises de position récentes de médecins, de chefs de cliniques, de directeurs d'hôpitaux, etc., gens en principe tout à fait conservateurs, ont conduit à des démarches absolument extraordinaires ; ils ont fait des revendications techniques fondées sur la condition qui est faite de plus en plus aux hôpitaux pour soigner les malades ; ils ont fait des revendications d'une universalité absolue, alors que ces gens-là ne sont pas du tout relayés et, quand ils le sont, c'est toujours sous une forme dépréciative pour ne pas dire caricaturale ou destructrice. Parmi les facteurs de pessimisme, il y a quand même le rôle terrible des intellectuels dans leur grande majorité. Je trouve que c'est une faillite. C'est vrai que j'ai souvent accueilli avec ironie leurs actions subversives lorsque la subversion était à la mode mais je n'aurais jamais cru que l'on arriverait à une telle déconfiture. L'univers médiatico journalistique des intellectuels médiatiques ou des journalistes intellectuels, tout cet univers-là est globalement parvenu à un état de soumission qui est pathétique et très souvent dans la bonne foi : c'est un effet d'ignorance. Lorsqu'ils étaient révolutionnaires, ces gens étaient pareils, c'est-à-dire qu'ils ne connaissaient rien à la réalité sociale. Ils suivent en fait le plus offrant. Alors, évidemment, très souvent il y a des intrusions directes du capital économique dans les journaux, dans l'édition, dans tous ce qui est intellectuel comme le théâtre, la peinture, les musées. Il y a des choses absolument extraordinaires comme de voir Pinault créer un musée. Les intellectuels n'étant pas pour la plupart dotés d'instruments d'analyse qui leur permettraient de comprendre ce qui se passe, ils tombent dans tous les panneaux en toute bonne foi et en grande partie par ignorance.

**Flux : Vous dites que les artistes aujourd'hui doivent être indé-**

## **Ce jourd'hui les "inspirés" devraient être aussi des entrepreneurs pour lutter contre l'emprise de l'entreprise sur les entreprises culturelles.**

**Flux : L'intrusion au pouvoir de Berlusconi en Italie me semble être une espèce de poison dans l'Europe. L'Europe semble devenir à travers l'Italie, qui est la première touchée, le laboratoire d'un système de contrôle d'un nouvel ordre ...**

P.B. : Il y a bientôt dix ans, je passais pour fou quand je disais que les combinaisons à la Berlusconi, - et Tapie n'en est pas loin -, ce sont des combinaisons fascistoïdes de pouvoirs qui cumulent l'argent, l'économie et des formes modernes de domination dans lequel certain usage des médias est associé à un

ments sociaux très importants dans tous les pays, y compris en Belgique, tous ces gens qui mènent une politique underground très dynamique. Il y en a encore dans les mouvements artistiques aussi. Je pense à tous ces nouveaux mouvements sociaux qui passent inaperçus parce que les médias ne veulent pas les voir ou ne les voient pas parce qu'ils ne sont pas conformes aux représentations ordinaires du syndicalisme, qui font des manifs, etc. Il y a actuellement en France dans les services publics d'énormes forces de résistance : les sages-femmes, les infir-

pendants et qu'ils doivent assumer eux-mêmes leurs moyens de production et de diffusion, un peu comme les artistes du Quattrocento en Italie. Ils n'ont donc plus seulement la mission d'inventer des œuvres mais aussi celle de trouver les moyens efficaces pour les rendre visibles ?

P.B. : Le problème se pose un peu dans tous les domaines : l'édition, le cinéma, les arts plastiques. Il faut que les artistes s'occupent de leurs moyens de diffusion, qu'ils ne se contentent pas de faire des œuvres. Un des grands obstacles est que ceux qui s'occupent de ça, ce sont les commerciaux, les cyniques, les vendus. Et les purs dans le sens technique du terme sont indifférents à ces choses-là et même hostiles. Mais je pense que les temps ont changé et que là aussi il faudrait une sorte d'aggiornamento. Malheureusement tous ces gens se méfient de la sociologie alors que c'est la seule discipline qui pourrait leur fournir des armes. Actuellement, en matière de cinéma, ça commence, les réalisateurs s'occupent de trouver des moyens commerciaux, etc. Je pense aux structures de type coopératives ; tout ce qu'a fait le mouvement ouvrier au 19<sup>e</sup> siècle devrait être revisité ; il y a eu des inventions extraordinaires et le mouvement social a eu à l'origine à se construire dans des conditions tout à fait authentiques contre les forces économiques et sociales. Sans armes juridiques, économiques, ces gens ont fait des inventions formidables, des coopératives, des caisses de soutien, etc. Il y a un peu de ça aux États-Unis dans la lutte contre l'oppression centraliste, les artistes se sont unis dans un espèce de groupe solidaire de défense. Je trouve qu'ils faut aller plus loin, il faudrait qu'ils fassent des stratégies de boycott de certaines expositions, des stratégies de création de lieux d'exposition qui pourrait être ennoblis par la présence des plus célèbres. C'est la même chose en télévision. Malheureusement, la conscience des réalités est peut-être au plus bas chez les producteurs culturels. C'est bizarre, ces professions dans lesquelles les meilleurs sont portés

par une sorte d'idéalisme inspiré, qui les détourne de la considération des réalités économiques et sociales. Or, aujourd'hui les inspirés devraient étre aussi paradoxalement des entrepreneurs, pour lutter contre l'emprise de l'entreprise sur les entreprises culturelles. Par exemple, l'affaire de Pinault qui crée son musée. J'ai vu des gens qui se prétendaient de gauche, des administrateurs culturels, se précipiter pour accepter ce musée qui est une sorte de vitrine pour grands patrons. C'est tout a fait étonnant qu'il n'y ait pas eu de conscience commune là-dessus. Il y a eu une ou deux lettres dans *Le Monde* et aussitôt tout cela a été évacué comme combat d'arrière-garde, marxiste, archaïque, etc. Et de même lors du passage du journal *Le Monde* en société par actions : on pensait que ça allait susciter des réactions critiques, pas du tout, ça a été le silence absolu.

**Flux : Le débat critique a pratiquement disparu de la scène publique aujourd'hui et bizarrement, à l'heure où les intellectuels démissionnent en masse, on retrouve une conscience collective chez les petites gens. S'il reste une utopie qui puisse servir de levier, c'est peut-être celle-là ?**

P.B. : Oui effectivement, mais comment trouver les techniques de mobilisation ? J'ai consacré beaucoup d'efforts au mouvement social, à un mouvement comme Sud. Il y a des mouvements dans l'éducation nationale, il y a le mouvement des sages-femmes, des infirmières. Par exemple, toutes les féministes françaises ou franco-phones sont tombées à bras raccourcis sur La domination masculine alors que des mouvements de revendication comme celui des sages-femmes se réclamaient de cette même Domination masculine, c'est tout à fait étonnant. Les intellectuels sont tellement coupés des réalités sociales que non seulement ils ne contribuent pas mais ils combattent ceux qui contribuent. C'est vraiment le monde renversé. On ne sait plus tellement à quel saint se vouer. Il

y a une sorte de redondance, on dit la même chose sur tous les terrains.

**Flux : ... Sur le rôle de l'artiste aujourd'hui ?**

P.B. : Je pense que les artistes ont un rôle, comme les écrivains, les chercheurs. Ils ont même un rôle considérable à jouer. Ils pourraient contribuer à défendre les acquis de la recherche artistique en les faisant avancer, ce serait déjà une action progressiste. Même s'ils ne sont pas "engagés", ce serait déjà énorme. Mais ils peuvent aussi, tout en mobilisant les ressources les plus avancées dans leur domaine, en matière de forme par exemple, contribuer aux luttes sociales comme faire éclater l'absurdité de ce qui se passe dans le secteur de la culture, de la science, etc.. Ça supposerait une sorte de mobilisation de tous les producteurs culturels. Nous n'avons pas parlé de la science mais on pourrait en dire exactement la même chose. L'intrusion des forces économiques dans le domaine de la science atteint des sommets. Il y a donc place pour toutes sortes d'actions. Le reproche que je fais aux gens de ma génération c'est de décourager les jeunes gens. Il y a chez les jeunes gens des dispositions subversives qui sont très puissantes. Il n'y a pris de dépolitisatation, ce n'est pas vrai. Une partie du désespoir de la Jeunesse vient du fait quelle ne se reconnaît pas dans ce que lui proposent les politiques, qu'elle n'y trouve pas ce qui correspond à ses attentes.

**Propos recueillis par  
Lino Polegato**

**le vendredi 14 décembre 2001**

Pierre Bourdieu, Contre-feux 2.  
Pour un mouvement social européen, Paris, (taisons d'agir), décembre 2000.

Paru dans Flux News N°27